

La municipalité doit être le gestionnaire du développement, déclare Díaz-Canel (+Photo)



Photo : Ismael Francisco/Cubadebate

La Havane, 19 déc (RHC) Le premier secrétaire du Parti communiste de Cuba et président de la République, Miguel Díaz-Canel, a souligné mardi la conviction de renforcer la structure municipale comme base fondamentale de l'administration.

Lors de son intervention devant les membres de la Commission économique du Parlement cubain, il a souligné la nécessité d'avancer dans la décentralisation des pouvoirs et des compétences, et a insisté sur le fait que les municipalités doivent croire en leur capacité d'être les gestionnaires du développement de leurs territoires.

Le dignitaire a souligné l'importance de tirer parti des pouvoirs dont disposent les municipalités et d'articuler des stratégies de développement territorial, en les conciliant avec le plan et le budget de l'État.

Il a rappelé la nécessité de développer des systèmes productifs solides et de redimensionner le système entrepreneurial, même si les entreprises ont des mandats étatiques au niveau provincial ou national.

Le président a souligné qu'il était essentiel de dresser une carte des acteurs de la municipalité et d'intégrer les entreprises publiques, privées et coopératives.

Il a souligné l'importance d'exploiter les forces endogènes et d'approfondir les systèmes de travail municipaux. À cet égard, il a indiqué que les maires doivent recevoir le soutien nécessaire et a rappelé que l'organe directeur est l'assemblée municipale du pouvoir populaire.

M. Díaz-Canel a souligné l'importance de la coordination au niveau provincial, par le biais d'un conseil de gouvernement, chargé d'analyser et de conseiller sur la mise en œuvre des politiques.

Il a souligné la nécessité de créer des alliances entre les municipalités, où le gouvernement provincial peut jouer un rôle fondamental.

Le président a déclaré qu'en 2024, des progrès devront être réalisés dans ces directions, en mettant l'accent sur le renforcement des municipalités.

Photo : Radio Rebelde

Pour sa part, Alejandro Gil, ministre de l'économie, a mentionné trois éléments clés dans le processus de décentralisation.

Tout d'abord, l'évolution de l'économie du pays au cours des dernières années, qui s'est éloignée d'une approche centralisée pour s'orienter vers une approche plus contextuelle.

Deuxièmement, il a souligné l'importance d'aligner les stratégies de développement municipal sur les décisions d'intégration de nouveaux acteurs économiques, dans le but d'harmoniser les intérêts et de renforcer les territoires.

M. Gil a insisté sur le fait que le changement de subordination n'est pas simplement un changement bureaucratique, mais une occasion de parvenir à une gestion plus efficace et de résoudre les problèmes qui peuvent entraver le développement des entreprises.

Troisièmement, il a souligné la nécessité d'augmenter les recettes en devises et de promouvoir les exportations par l'intermédiaire des entreprises territoriales. Il a souligné le potentiel du tourisme comme exemple de la manière dont les entreprises locales peuvent contribuer aux recettes en devises.

Les défis à relever dans le cadre de ce processus de décentralisation ont également été mentionnés. Carlos Miguel Pérez, député de la municipalité de Playa à La Havane, a souligné qu'il était important que l'approbation des nouvelles entreprises ne soit pas discrétionnaire, mais qu'elle soit basée sur les besoins réels de la municipalité.

Il a proposé d'encourager la création d'entreprises nécessaires au développement local, d'éviter les décisions basées sur des préférences personnelles et d'assurer une évaluation objective des projets. (Source : Cubadebate)



Radio Habana Cuba